



Mme Bernadette MALGORN
Préfète
Secrétaire Générale
du Ministère de l'intérieur
1, place des Saussaies
75008 PARIS

Paris, le 22 mai 2007

Madame la Préfète,

Au nom de l'ensemble des organisations syndicales représentatives des personnels de préfecture, nous sommes contraints d'appeler, **unaniment**, votre attention sur les conditions d'exercice du dialogue social, dont le déroulement du CTP central des préfectures de cet après-midi est la parfaite illustration.

Bien que vous n'ayez pas souhaité présider cette séance, et après un moment d'expectative de notre part, nous avons fait le choix de privilégier avant tout le dialogue en acceptant de siéger au sein de cette instance, tout en déplorant votre absence.

Nous avons évoqué les problèmes récurrents rencontrés pour obtenir, préalablement à la tenue des réunions formelles ou informelles, les documents de travail indispensables à une concertation de qualité.

A cet effet, nous vous rappelons que ce sont ces dysfonctionnements qui sont à l'origine du report de l'examen de la grande majorité des points du CTP de ce jour, ...

Nous avons notamment illustré notre propos en citant la réunion de demain mercredi 23 mai sur la répartition de l'abondement indemnitaire 2007, pour laquelle les propositions de l'administration, pourtant annoncées pour la mi-mars, ne nous sont pas encore parvenues à 16 heures ce jour !

En toute logique, l'indemnitaire étant de surcroît un sujet très sensible, nous avons sollicité, chacun à notre tour, le report de la réunion du lendemain, demande légitime qui a été rejetée à plusieurs reprises,

... / ...

Devant l'opposition du Directeur des Ressources Humaines, nous avons manifesté notre profond mécontentement en refusant de prendre part aux votes et de participer activement aux débats du CTP, ce qui provoqué la levée de la séance par son président, avant même que l'ordre du jour ne soit épuisé.

Nos organisations syndicales, qui ne sont pas coutumières du fait, s'unissent pour la circonstance et vous demandent solennellement de bien vouloir prendre instamment toutes les mesures utiles afin qu'un dialogue social serein et de qualité, tel que nous l'appelons tous de nos vœux, soit enfin restauré.

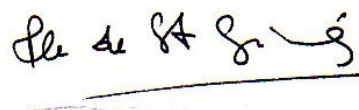
Nous vous prions de croire, Madame la Préfète, en l'assurance de notre considération la plus distinguée.



Bruno LANDRI
Secrétaire général
FO Préfectures



Paola BERGS
Secrétaire nationale
CFDT Préfectures



Paule de SAINT GINIEZ
Secrétaire général
SAPAP-UNSA

Copie à M. Jacques GERAULT, directeur de Cabinet du Ministre de l'intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales.